

Le pouvoir aux travailleurs

1^{er} OCTOBRE 2024

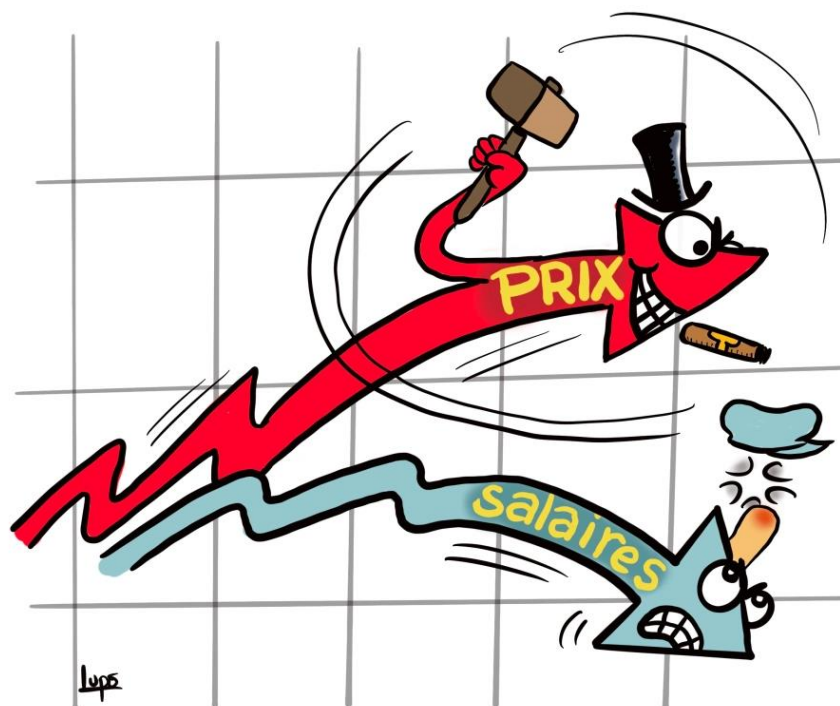
N° 308

PRIX : 100 Fr

pouvoirauxtravailleurs@gmx.fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

Pour la construction du parti de la classe ouvrière



TOUT AUGMENTE SAUF NOS SALAIRES

Éditorial

**FACE À L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE,
UNE RÉACTION DU MONDE DU TRAVAIL EST NÉCESSAIRE !**

Page 3

CSCEC, CHANTIER TRANSCAO
PK 23 : LES TRAVAILLEURS
RESENT MOBILISÉS !

Page 4

CONTRE LE POISON DE
L'ETHNISME ET DE LA
XÉNOPHOBIE, OPPOSONS
LA CONSCIENCE DE
CLASSE DES
PROLÉTAIRES !

Page 11

APRÈS LA DESTRUCTION
DE GAZA, CELLE DU LIBAN.
ET ENSUITE ?

Page 12-13

<u>ÉDITORIAL :</u>	
- FACE À L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE, UNE RÉACTION DU MONDE DU TRAVAIL EST NÉCESSAIRE !	3
<u>LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS :</u>	
- CSCEC, CHANTIER TRANSCAO PK 23 : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS !	4
- TOUR F AU PLATEAU : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE !	4
- SECONDE VAGUE DE DÉGUERPISSEMENTS À YOPOUGON-GESCO : QUE DU MÉPRIS POUR LES PAUVRES !	4 - 5
-LES QUARTIERS PAUVRES DE WILLIAMSVILLE MENACÉS DE DÉMOLITION !	5
- RENTRÉES DES CLASSES : PAS POUR LES ENFANTS DES PAUVRES !	5 - 6
<u>LEUR SOCIÉTÉ</u>	
- DERRIÈRE LEURS BEAUX DISCOURS, IL Y A DE GROSSES MAGOUILLES	7
- RIEN QUE DU CINÉMA !	7
- LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE NE MÉRITE PAS D'EXISTER !	8
- CPI, ONU : INSTRUMENTS POUR PERPÉTUER LA DOMINATION IMPÉRIALISTE !	8
- ACCÈS À LA SANTÉ : ENTRE DISCOURS ET RÉALITÉ !	8 - 9
- QUI A DIT QUE L'ARGENT MANQUE DANS CE PAYS ?	9
- LA « LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ » A BON DOS !	9
- UNE FORMATION CADEAU ?	9 - 10
- DERRIÈRE LA GUÉGUERRE AUTOUR DE LA CEI	10
- BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN !.....	10 - 11
- CONTRE LE POISON DE L'ETHNISME ET DE LA XÉNOPHOBIE, OPPOSONS LA CONSCIENCE DE CLASSE DES PROLÉTAIRES !	11
<u>DANS LE MONDE :</u>	
- APRÈS LA DESTRUCTION DE GAZA, CELLE DU LIBAN. ET ENSUITE ?.....	12 - 13

FACE À L'AUGMENTATION DU COÛT DE LA VIE, UNE RÉACTION DU MONDE DU TRAVAIL EST NÉCESSAIRE !

La récente tentative de marche contre la vie chère initiée par la Plate-forme de la société civile (AGIP) a été violemment réprimée par les forces de l'ordre. Les organisateurs entendaient protester contre la hausse croissante du coût de la vie ainsi que les déguerpissements sans précédent entrepris cette année par le gouvernement qui n'hésite pas à jeter des familles entières à la rue. Il a suffi d'un appel à manifester pour mettre en branle les autorités qui ont multiplié menaces, intimidations, avant d'interdire finalement la marche.

Malgré tout, des dizaines de personnes se sont quand même rassemblées et ont manifesté. Elles ont été aussitôt dispersées à coups de gaz lacrymogène. Une trentaine de manifestants ont été arrêtés dont 16 condamnés à 6 mois de prison ferme pour « trouble à l'ordre public ».

Malgré la richesse qui s'étale au grand jour dans ce pays, les travailleurs et les populations pauvres vivent dans la misère. Ils sont écrasés par la hausse continue du coût de la vie et vivent avec l'angoisse persistante d'être chassés de leurs habitations car les autorités ont décidé de raser leurs quartiers et de céder le terrain à des promoteurs immobiliers attirés par les profits importants qu'ils peuvent en tirer.

Dans les usines et sur les chantiers, les capitalistes continuent à serrer la vis aux travailleurs. Les conditions de travail se dégradent, les cadences sont en augmentation, la production journalière exigée est plus élevée.

C'est nous les travailleurs qui sommes à la base de toutes les richesses. Sans nous, aucune usine ne pourrait tourner, aucun chantier ne pourrait sortir de terre. Mais nous ne profitons pas des richesses que nous produisons. Elles sont accaparées par cette bourgeoisie parasite.

Pour défendre nos intérêts, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes. Notre force réside dans notre nombre et notre position centrale dans l'économie. Si la classe ouvrière parvient à prendre conscience de cette force et s'organise dans ce sens, elle pourra alors imposer au patronat et au gouvernement des augmentations conséquentes de salaire et son indexation sur le coût de la vie !

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

CSCEC, CHANTIER TRANSCAO PK 23 : LES TRAVAILLEURS RESTENT MOBILISÉS !

Depuis près d'un mois les travailleurs de CSCEC, une entreprise de BTP qui construit l'usine de transformation de café et cacao au PK 23 sur l'autoroute du nord, sont régulièrement en arrêt de travail pour réclamer les « droits de fin de contrat » et les arriérés non payés.

Plusieurs négociations en présence de l'Inspection sont restées infructueuses. Celle du 13 septembre a eu lieu en présence d'éléments de la gendarmerie.

Les travailleurs scandaient « nous voulons nos heures supplémentaires volées », ou encore « sans accord personne ne sort de la salle ».

La direction s'en est tirée en ne cédant que 12 500 F à 16 000 F (selon les cas) par mois travaillé. Ce ne sont là évidemment que des miettes. Les travailleurs savent qu'il leur faudra engager un autre rapport de force pour se faire respecter.

TOUR F AU PLATEAU : LES TRAVAILLEURS EN LUTTE !

Pour la construction de la Tour F au Plateau, l'État a confié ce contrat juteux de plus 250 milliards de francs CFA à l'entreprise PFO. Pour ne pas embaucher et réaliser le maximum de profit sur le dos des travailleurs, cette entreprise confie les travaux à une myriade de sous-traitants, lesquels ramassent à leur tour du profit sur le dos des travailleurs journaliers travaillant 24 heures sur 24, dans des conditions d'exploitation maximum et sous la menace permanente d'être jetés à la rue selon l'humeur des patrons.

En plus de tout cela, les travailleurs sont contraints d'effectuer une heure supplémentaire chaque jour sans être rémunérés. À la moindre revendication, ils reçoivent des intimidations et des menaces de renvoi. Tout récemment, des ouvriers d'un sous-traitant chargé des échafaudages, ont exprimé leurs

revendications. Aussitôt, la direction a annoncé le renvoi de 12 travailleurs qualifiés de meneurs. À l'annonce de cette nouvelle, l'équipe de nuit a refusé de reprendre le travail. Du coup, tard dans la nuit, la direction a fait marche arrière et annoncé l'annulation des licenciements si les travailleurs reprenaient immédiatement le travail. Ceux-ci ont répondu que sans la réintégration effective de leurs camarades ils ne reprendront pas le travail. Et c'est une fois que cela fut vérifié que le travail a repris la nuit suivante.

Les revendications exprimées par ces travailleurs ont circulé sur tout le chantier. La prochaine étape pour les ouvriers de ce gros chantier, c'est de ne pas se laisser diviser secteur par secteur, sous-traitant par sous-traitant, mais de s'organiser tous ensemble, l'union faisant la force !

SECONDE VAGUE DE DÉGUERPISSEMENTS À YOPOUGON-GESCO : QUE DU MÉPRIS POUR LES PAUVRES !

Gesco est un gros quartier de Yopougon d'une superficie de plusieurs kilomètres carrés, de part et d'autre de l'autoroute du Nord à la sortie d'Abidjan. Il est situé à proximité de la zone

industrielle de Yopougon et à portée de Gbaka de la nouvelle zone industrielle de PK 24. Il est essentiellement habité par les ouvriers et de petites gens depuis de nombreuses décennies. Certains ont pu

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

se construire des logements au bout de mille sacrifices. Il y a quelques mois, grâce à la résistance des habitants, les autorités ont dû stopper une opération de déguerpissement, mais elles sont revenues à la charge pour chasser les habitants de ce quartier.

Le premier jour, comme à leur habitude, elles ont tout juste accordé quelques minutes aux petits commerçants pour tenter de sauver leurs affaires, avant de tout détruire jusqu'au site de la brigade de gendarmerie de l'autoroute du Nord.

Trois jours plus tard, les bulldozers ont pris position à l'intérieur du quartier. Les riverains n'ont pas eu le temps de sauver leurs effets. Les habitations ont été systématiquement détruites et les débris évacués sur le champ à l'aide d'engins et

de camions. Quelques jours plus tard, les autorités ont entrepris la destruction d'une nouvelle tranche du quartier, répétant la même opération. Des jeunes ont été menacés de cinq ans de prison en cas de résistance.

Ne sachant pas où aller, certains habitants se sont abrités dans les deux écoles primaires du quartier. Les salles de classes se sont vite remplies et certains se sont installés dans la cour sous des bâches.

Il reste encore des pans entiers du quartier où les habitants continuent de vivre dans la terreur. Le mépris et la brutalité des autorités finiront peut-être par faire exploser la juste colère des habitants maltraités.

LES QUARTIERS PAUVRES DE WILLIAMSVILLE MENACÉS DE DÉMOLITION !

Le district d'Abidjan a l'intention de raser une bonne partie de Williamsville. Elle a mis en demeure à travers un communiqué tous les riverains du cimetière de Williamsville, dans un rayon de 500 m.

Ce sont des milliers de personnes qui se trouveront sans un toit, si cette mesure est mise en application. Comme à leur habitude, les autorités n'ont prévu

aucune construction pour reloger ces populations pauvres. Elles ont déjà montré plusieurs fois tout le mépris qu'elles ont envers les plus démunis. Sous le couvert de lutter contre le « désordre urbain », les plus pauvres sont dépossédés et chassés brutalement, souvent au profit de promoteurs immobiliers. Ceux-ci accaparent les espaces ainsi libérés pour y construire ce qui leur rapportera le plus d'argent.

RENTRÉES DES CLASSES : PAS POUR LES ENFANTS DES PAUVRES !

La rentrée scolaire a été fixée au début du mois de septembre. Nous sommes en fin septembre, mais les classes sont encore à moitié vides dans la beaucoup d'établissements.

La date limite pour la préinscription en ligne, entre 3000 Fr et 6000 francs selon les établissements, a été fixée au 8 septembre. Mais constatant que de nombreux élèves ne s'étaient pas

enregistrés, le ministère de l'éducation a bien été obligé de prolonger jusqu'au 30 septembre.

Par exemple à Abengourou, jusqu'au 26 septembre 2024, Il y avait encore 9.204 élèves non-inscrits et 26.962 élèves qui n'avaient toujours pas rejoints leur établissement, sur un effectif attendu de 57.921 élèves au secondaire.

LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

Ce constat est pareil dans toutes les régions du pays. Après le paiement de la préinscription en ligne, il y a encore le paiement de l'inscription dans les établissements, auxquels vient encore s'ajouter souvent les frais de scolarité et le coût des fournitures scolaires. Pour faire face à toutes ces charges, les parents doivent faire beaucoup de sacrifices, alors que les revenus ne suivent pas.

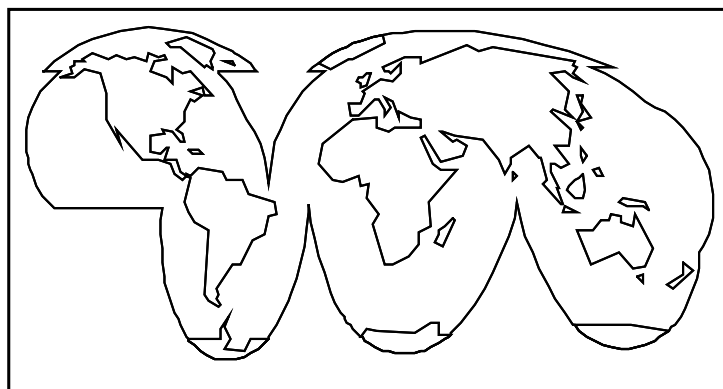
Dans les villes, même avec un seul élève en charge, les parents ne s'en sortent souvent que grâce à des « prêts scolaires » qu'il faudra ensuite se saigner pour rembourser. Quand la famille a plusieurs enfants à scolariser, certains élèves prennent le chemin de l'école avec beaucoup de retard, d'autres n'y vont pas par faute de moyens.

Dans les zones rurales, le départ à l'école dépend beaucoup de la vente des principales cultures de rentes. Beaucoup de parents ne pourront scolariser leurs enfants qu'au mois d'octobre après avoir perçu l'argent de la vente du café-cacao.

À Abidjan, il y a aussi le cas de ces enfants de quartiers populaires qui ont subi les déguerpissements de leur quartier. Quand ce n'est pas l'école qui a été rasé, ce sont les habitations ou le petit commerce qui servait de source de revenue à la famille.

La propagande de l'État sur « l'école gratuite et obligatoire pour les moins de 16 ans » est complètement fautive. La scolarisation des enfants des familles pauvres n'est pas une priorité pour la bourgeoisie et pour les autorités qui se succèdent au pouvoir.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

L E U R S O C I E T E

DERRIÈRE LEURS BEAUX DISCOURS, IL Y A DE GROSSES MAGOUILLES

Lors d'une émission de télévision, un député du Rhdp, le parti au pouvoir, a dévoilé avoir remis au dirigeant du FPI, Pascal Affi N'Guessan, la somme de 100 millions de Francs au nom de son parti. Cette affaire de gros sous étalée au grand jour a une odeur de règlement de compte entre appareils politiques, surtout en cette période où chacun avance ses pions pour être le mieux placé lors des prochaines élections.

Jusque-là, le FPI se présentait comme un allié du Rhdp, mais Pascal Affi N'Guessan n'a manifestement pas trouvé son compte dans cette alliance, notamment en termes de positionnement à la mangeoire gouvernementale. Du coup, il a commencé à faire de l'œil au Pdcj dirigé par l'ex-banquier Tidjane Thiam, peut-être pour faire monter les enchères ? C'est suite à cette volte-face

que le Rhdp a dévoilé cette histoire d'argent pour le mettre mal à l'aise.

Dans cette société où l'argent est roi, il est courant de voir un dirigeant d'un parti politique bourgeois proposer ses services à un autre parti, moyennant une contrepartie. C'est aussi de cette façon que la grande bourgeoisie achète des dirigeants politiques ainsi que des notables pour défendre ses intérêts. Tout étant une question de prix ! Par contre, là où les choses se corsent pour Affi N'Guessan, c'est qu'il semble avoir « oublié » de déclarer ces 100 millions aux instances dirigeantes de son propre parti.

Cette affaire de gros sous montre une fois de plus que les politiciens de la bourgeoisie sont vraiment des rapaces, à l'image de leurs commanditaires capitalistes qui s'enrichissent de l'exploitation des travailleurs.

RIEN QUE DU CINÉMA !

Le gouvernement ivoirien a créé en 2013, « la Haute autorité pour la bonne gouvernance », une institution prétendument chargée de « lutter contre la corruption ». Dans la réalité, sa principale raison d'être est de caser ses amis à la mangeoire. Alors, à défaut de lutter vraiment contre la corruption, ces gens-là sont bien obligés de faire un peu de cinéma. Ainsi, à ce jour, après onze ans de dur labeur, ils disent avoir arrêté une trentaine d'agents de l'État ayant commis des malversations dans les secteurs de la santé, l'éducation nationale et la construction. Il s'agit probablement de quelques lampistes qui ont été arrêtés et exhibés pour faire un écran de fumée autour des énormes magouilles auxquelles se livrent les grosses légumes.

La corruption est intimement liée au système capitaliste, elle est présente dans

les pays riches comme dans les pays pauvres, et dans tous les rouages de l'État. D'après une estimation datant de 2018 de l'Union Africaine, une institution qu'on peut qualifier de syndicat de dictateurs africains, 148 milliards de dollars (environ cent mille milliards de Francs CFA) sortiraient illégalement tous les ans du continent africain par le fait de la corruption.

C'est sûr qu'avec tout l'argent qui circule en Côte d'Ivoire et les liens étroits entre les hommes d'affaires et les hommes politiques de la bourgeoisie, tous partis confondus, la corruption a encore de beaux jours devant elle. Rien ne dit par ailleurs que la « Haute autorité », une création de l'État ivoirien, n'est pas elle aussi, gangrenée par le mal qu'elle est censé traquer !

L E U R S O C I E T E

LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE NE MÉRITE PAS D'EXISTER !

La FAO (agence des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et le gouvernement ivoirien lancent en octobre prochain « l'Initiative Main dans la Main » (MdM) pour, disent-ils, « éradiquer la pauvreté, en éliminant la faim et la malnutrition ». Ils se paient de mots !

Voilà un pays avec des terres cultivables et fertiles : premier producteur de cacao, de noix de cajou, gros producteur d'hévéa, de palmier à huile, de coton, etc. Pourtant, en ville, comme à la campagne, la faim et la malnutrition sévissent dans de nombreuses familles pauvres pendant que la bourgeoisie s'en met plein les poches en produisant des cultures de rente au détriment de cultures vivrières utiles à la population.

Une des conséquences désastreuses de cette logique capitaliste, c'est que le pays doit importer du riz venant de l'autre bout du monde alors que c'est un aliment de base qu'on peut cultiver localement et en quantité suffisante pour satisfaire les besoins de la population. C'est la même chose pour le poisson : la Côte d'Ivoire est l'un des premiers pays exportateurs de thon dans le monde et elle importe du poisson d'élevage venant de Chine, destiné à la consommation des populations pauvres !

Alors, il n'y a rien de bon à attendre de ces prétendus « éradicateurs de la pauvreté » qui ne sont que des complices des affameurs de peuples !

CPI, ONU : INSTRUMENTS POUR PERPÉTUER LA DOMINATION IMPÉRIALISTE !

La Cour pénale internationale (CPI) nous apprend qu'elle fermera son bureau en Côte d'Ivoire en 2025. Le porte-parole du gouvernement s'est dit « réjoui » de cette décision car, dit-il, « cela montre bien que nos juridictions nationales marchent bien et ont pris la place ».

Contrairement à ce que les dirigeants de la CPI laissent entendre, la présence de cette institution internationale dans un pays n'a jamais empêché les crimes d'État et les barbaries de toutes sortes. Pas plus qu'elle n'a été capable d'empêcher les bombardements de l'armée israélienne à Gaza et au Liban malgré les déclarations du Secrétaire Général de l'ONU. Tout comme la

présence des troupes de l'ONUCI n'a pas empêché les massacres, notamment lors de la crise postélectorale de 2010-2011 en Côte d'Ivoire.

Demain, avec ou sans la présence de la CPI, les mêmes massacres peuvent recommencer en Côte d'Ivoire à l'occasion des prochaines élections. Les dirigeants des partis politiques en compétition pour accéder aux postes clés de l'État, surtout aux caisses de l'État, n'hésiteront pas à plonger de nouveau ce pays dans la barbarie pour assouvir leurs ambitions. La CPI et l'ONU ne feront qu'exécuter les ordres des puissances impérialistes, à commencer par ceux des États-Unis.

ACCÈS À LA SANTÉ : ENTRE DISCOURS ET RÉALITÉ !

Le gouvernement prétend avoir comme objectif de « permettre aux populations d'avoir accès à des soins de santé de qualité où qu'elles se trouvent ». Il nous informe qu'il construit, réhabilite et équipe des centres de santé dans tout le pays. Six nouveaux hôpitaux généraux seront construits, selon lui, à Kong, Taï, Bingerville, Daloa, Doropo et Anyama d'ici

à 2025.

Si tout cela est vrai, les populations pauvres ne peuvent qu'y adhérer, mais le fait est que la réalité est toute autre : à l'heure actuelle, les hôpitaux et autres centres de santé sont bien plus souvent des mouroirs pour pauvres que des endroits où on les soigne. Pour preuve, est-ce qu'un seul député, ministre ou un

L E U R S O C I E T E

riche bourgeois, se rend dans ces lieux pour s'y soigner ? Bien sûr que non ! Eux, ils ont les moyens d'aller dans les hôpitaux où l'on soigne vraiment !

Aujourd'hui, bien de travailleurs ne peuvent même pas quitter leur boulot lorsqu'ils sont malades, faute de moyens

mais aussi quelques fois pour ne pas perdre le salaire du jour, quand ce n'est pas carrément leur emploi. Alors, les ministres de ce gouvernement au service des riches peuvent continuer à raconter des salades devant les caméras, mais ils feraient mieux de ne pas gaspiller leur salive.

QUI A DIT QUE L'ARGENT MANQUE DANS CE PAYS ?

Le président de la CEI (Commission Électorale Indépendante), à savoir, Ibrahim Coulibaly-Kuibiart et quelques-uns de ses sous-fifres, ont rencontré la diaspora ivoirienne à Paris, le samedi 21 septembre 2024, pour « s'entretenir sur le processus électoral ». De là, ils devaient ensuite se rendre à Lyon, Rennes et Orléans, des grandes

villes de France.

On apprend également que depuis le 12 septembre 2024, plusieurs commissaires de la CEI sont en mission dans 21 pays à travers le monde avec la même « feuille de route » : entre autres, manger, boire, faire du tourisme, aux frais du contribuable ! Et dire que ce ne sont là que de petites mains !

LA « LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ » A BON DOS !

Ce gouvernement qui s'est distingué plusieurs fois par ses opérations musclées contre les populations pauvres, se vante de la nomination d'une ministre de la « Cohésion sociale, de la Solidarité et de la Lutte contre la pauvreté ». Sans blague ! Et quand il annonce qu'il veut « une redistribution équitable des fruits de la croissance économique », il se fiche vraiment de nous !

Il dit qu'il a alloué un budget de 121 milliards de F Cfa pour venir en aide à 30.000 ménages, il leur sera versé une somme de 12.000 Francs par mois durant trois ans. D'une part, cela reste à prouver et d'autre part, il n'y a pas que 30.000

ménages qui sont en situation de détresse dans ce pays. Il faudra demander aux ministres multimillionnaires de ce gouvernement s'ils peuvent se contenter de 12.000 Francs de revenu mensuel pour vivre.

De plus, rien ne garantit que ces 121 milliards aillent dans la poche des destinataires annoncés par les autorités. Quand on connaît le mépris des dirigeants de ce pays envers les populations pauvres, on a intérêt à se méfier de leur prétendue générosité ! Ce qui est sûr c'est que ces milliards ne seront pas perdus pour tout le monde !

UNE FORMATION CADEAU ?

Le gouvernement se félicite d'avoir donné une formation de six mois à quelque 200 jeunes qualifiés de "vulnérables", et de leur permettre de «

réintégrer la société et le marché de l'emploi". Pour la circonstance, ils ont été habillés en tenue : jolie cravate et chaussures bien brillantes. Ça c'était pour

L E U R S O C I E T E

la photo ! Mais c'est à se demander s'il leur serait possible de retourner ensuite dans leurs quartiers ainsi habillés sans risquer de se salir en chemin ou peut-être de se faire détrousser par d'autres jeunes « vulnérables », les microbes, qui n'hésitent pas à attaquer des ouvrières rentrant du travail.

Ces jeunes ont aussi reçu une formation de « type militaire » durant deux mois dans le camp de Bimbresso. Avec un tel « bagage », ils risquent d'être bons demain pour tenir une machette pour le compte d'un des partis politiques bourgeois en compétition à l'élection présidentielle de 2025 ! Qui peut dire si ces dirigeants n'en n'arriveront pas là, quand on sait ce que nous avons déjà vécu en 2000, 2005 et 2010 ?

Dans le cas contraire, ces jeunes seront les bienvenus pour partager notre galère dans la zone industrielle de Yopougon, de Vridi et de Koumassi, pour 5000 Fr par jour ! Mais encore faudra-t-il que leurs formateurs aient pensé à leur remettre au moins 40.000 Fr pour qu'ils puissent graisser la patte de ceux qui embauchent pour un contrat de 6 mois.

Ils seront aussi les bienvenus dans le rang de ceux qui veulent agir pour que la classe ouvrière relève la tête et s'organise pour combattre collectivement le système capitaliste qui nous enfonce dans la misère pendant qu'une minorité de parasites et d'exploiteurs s'enrichit sur notre dos.

DERRIÈRE LA GUÉGUERRE AUTOUR DE LA CEI

Des partis d'opposition ont signé un document commun pour demander une révision de la CEI (Commission Electorale Indépendante) et leur implication dans la préparation de l'élection présidentielle de 2025 et aussi des autres élections qui suivront en 2026.

Selon Simone Ehivet Gbagbo, membre de cette coalition dont fait également partie le Pdc, le système mis en place par le parti au pouvoir "ne peut

aucunement garantir la paix dans notre pays".

Quand on connaît les enjeux de ces futures élections, à savoir l'accès à la mangeoire gouvernementale, à des postes les plus lucratifs, à d'innombrables privilèges et aux passe-droits, on comprend un peu mieux les tiraillements autour de la désignation des membres de la CEI.

BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN !

Le paludisme tue chaque année des milliers de personnes en Côte d'Ivoire. L'État est pourtant incapable de mener une lutte efficace pour le combattre, même s'il existe des mesures pour prévenir cette maladie et des médicaments pour soigner les malades.

Une enquête sur l'utilisation des moustiquaires imprégnées d'insecticides, ainsi qu'un traitement préventif pour les femmes enceintes, a montré que la Côte d'Ivoire est loin d'atteindre le taux fixé par l'OMS (Organisation Mondiale de la Santé) pour ces deux indicateurs.

L E U R S O C I E T E

La raison de cet échec, selon les organismes en charge de mener cette lutte, serait le « mauvais comportement » des populations pauvres, du fait de « barrières socioculturelles ». Autrement dit, ce serait les pauvres eux-mêmes qui seraient les premiers responsables de la propagation de la maladie. Les dirigeants de cet organisme ont donc décidé de faire appel aux « rois et chefs traditionnels » pour promouvoir un « changement social des comportements ». Abengourou leur

servira de ville test. C'est à se demander si les pauvres d'Abengourou sont si différents de ceux des quartiers pauvres d'Abobo, d'Adjahui ou de Yopougon.

Ce qui est certain, c'est que si les gens pouvaient accéder aux soins, avaient de quoi se nourrir convenablement, se loger, éduquer leurs enfants, et si les autorités arrangeaient les voiries et les caniveaux dans les quartiers pauvres, il est certain qu'on ne mourrait pas autant du paludisme.

CONTRE LE POISON DE L'ETHNISME ET DE LA XÉNOPHOBIE, OPPOSONS LA CONSCIENCE DE CLASSE DES PROLÉTAIRES !

Récemment un conflit interethnique a secoué la localité de Gboguhé dans la région de Daloa. À l'origine de l'affrontement, une histoire de dos-d'âne pour ralentir la circulation et prévenir d'éventuels accidents. L'une des parties a estimé que les dos-d'âne construits par l'autre partie sur la voie publique étaient trop hauts et qu'il fallait les réduire. Ça a suffi à provoquer des affrontements entre communautés Dioulas et Bétés.

Ensuite, à Bogouiné, dans la région de Logoualé dans l'ouest montagneux, c'est un différend foncier qui a mis le feu aux poudres entre communautés Yacouba et Burkinabé. Il a fallu une intervention massive des forces de l'ordre pour calmer la situation. Toujours est-il que le bilan est d'un mort.

À l'approche de l'élection présidentielle, il faut s'attendre à une recrudescence de ce genre de conflits intercommunautaires. Ce n'est ni un hasard ni une fatalité. Depuis des décennies, les politiciens, dans leur course pour accéder à la mangeoire, ont pris l'habitude de dresser, en toute impunité, les populations les unes contre

les autres pour se faire élire sur une base ethnique, religieuse, régionale ou autres.

Aujourd'hui dans les usines ou sur les chantiers, on continue encore à travailler côte à côte, on se parle et on se comprend entre travailleurs, Ivoirien ou pas, de telle ou telle ethnie ou de religion, et c'est tant mieux ! Mais si demain ces divisions se généralisaient dans nos lieux de travail et dans nos quartiers, c'est l'ensemble de la classe ouvrière qui serait affaiblie, incapable de défendre ses intérêts face aux capitalistes qui les exploitent à mort.

Ne nous trompons pas d'ennemis. Nos ennemis ne sont pas nos frères, les travailleurs et les pauvres d'une autre ethnie ou d'une autre nationalité. Ce sont les riches, les grands bourgeois, les patrons et le gouvernement qui est à leur service. C'est contre eux qu'il faut orienter notre colère et notre énergie. Et en le faisant, au nom de nos revendications, au nom de notre droit à un salaire correct, à des logements décents, à une vie digne, nous nous retrouverons tout naturellement côte à côte dans le combat, avec tous ceux qui vivent la même vie que nous.

APRÈS LA DESTRUCTION DE GAZA, CELLE DU LIBAN. ET ENSUITE ?
--

Nous reproduisons ci-dessous un article daté du 30/09/2024, publié en France par nos camarades de Lutte Ouvrière.

=====

Depuis le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre, il y a un an, les dirigeants israéliens se sentent tout permis.

Des tapis de bombes ont réduit la bande de Gaza en champ de ruines, tuant plus de 40 000, hommes, femmes et enfants, et infligeant des souffrances infinies aux survivants. En Cisjordanie, les descentes de l'armée israélienne et des milices d'extrême droite ont fait près de 600 morts.

L'armée israélienne s'est permis de frapper et de tuer en Syrie, au Yémen et en Iran. Et depuis vendredi, elle s'est lancée dans la guerre totale contre le Hezbollah, pilonnant le Liban sans relâche transformant des quartiers, des villages et des régions entières en montagnes de gravats.

Oui, les dirigeants israéliens s'octroient tous les droits. Netanyahu s'est même payé le luxe de lancer l'opération qui a tué Hassan Nasrallah depuis l'enceinte de l'ONU à New York !

Pourquoi se gênerait-il ? Les États-Unis et, derrière eux, les grandes puissances européennes le soutiennent inconditionnellement. Ils l'ont certes appelé à la retenue et parlent régulièrement d'un cessez-le-feu. Mais ils n'ont jamais cessé leurs livraisons d'armes.

Biden comme Kamala Harris ont félicité Netanyahu pour l'assassinat de Hassan Nasrallah, déclarant que c'était « une mesure de justice ». Comment parler de « justice » quand une bombe d'une tonne explose au milieu d'un quartier d'habitations, faisant des centaines de victimes, hommes, femmes, enfants ?

Il y a une expression et une seule pour désigner les agissements d'Israël au Liban et à Gaza : le terrorisme d'État. Et

ce terrorisme ne diffère de celui du Hamas ou du Hezbollah que par les moyens plus importants dont il dispose, ceux d'un État surarmé qui a la bénédiction ouverte ou tacite des grandes puissances.

Quand les dirigeants sionistes ont décidé de construire un État confessionnel juif sur une terre habitée par les Palestiniens, ils ont condamné les Israéliens à une guerre sans fin. D'opprimé, le peuple d'Israël s'est transformé en une force d'oppression. Et au fil du temps, l'État d'Israël est devenu le bras armé le plus fiable et le plus aguerri de l'impérialisme, chargé de tenir en respect les régimes jugés trop indépendants par les États-Unis, comme l'Iran.

Aujourd'hui, l'ordre impérialiste au Moyen-Orient se confond avec le terrorisme d'État israélien et sa politique d'expansion, de colonisation, d'annexions. Mais c'est ce même ordre impérialiste qui a détruit l'Irak et décomposé la Syrie. C'est cet ordre impérialiste qui a plongé les peuples de toute la région dans des crises sociales et politiques infinies.

Les Libanais en savent quelque chose ! Les frontières de leur pays ont été tracées par la France coloniale qui l'a artificiellement séparé de la Syrie. Son système politique basé sur les divisions communautaires a été, lui aussi, conçu par les puissances coloniales pour affaiblir le futur État et le maintenir sous leur dépendance.

La population libanaise, dont une fraction est constituée de réfugiés palestiniens, a payé ces calculs de quinze années de guerre civile de 1975 à 1990. Car le Liban est devenu une arène dans laquelle toutes les puissances de la région

s'affrontent, soutenant chacune telle ou telle milice confessionnelle.

Des Libanais disent leur désarroi d'être les éternels otages d'une guerre qui n'est pas la leur. En fait, c'est le cas de tous les peuples de la région.

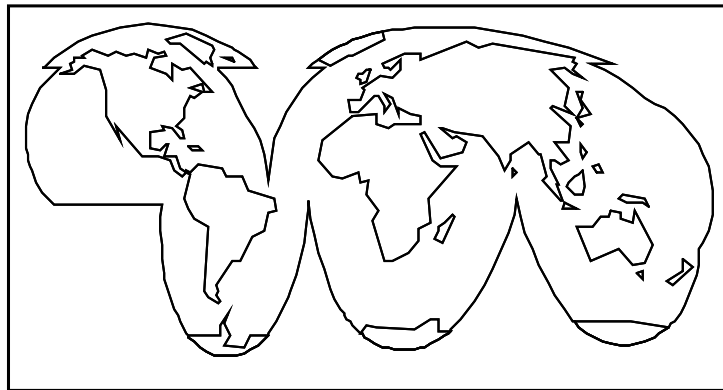
Car ce qui se joue dans ces affrontements, et ce qui oppose Israël aux Palestiniens, n'est pas une guerre entre Juifs et Musulmans. C'est de savoir qui continuera de dominer cette région. Qui profitera du pétrole et à quelle condition, et qui contrôlera le commerce maritime qui passe par le détroit d'Ormuz et le canal de Suez.

C'est la préoccupation des puissances impérialistes, et c'est aussi celle de l'Iran et des partis nationalistes

comme le Hamas et le Hezbollah. Car, ils l'ont montré au pouvoir, leur problème n'est pas de sortir leurs peuples de la pauvreté. En participant, eux aussi, à l'engrenage guerrier, ils ne visent qu'à récupérer une plus grosse part du butin et à profiter de ce même système d'exploitation et de pillage.

Il faut sortir de l'impasse sanglante qu'est le nationalisme et chercher à se construire un avenir commun. Cela ne se fera qu'au travers de la volonté des travailleurs et des opprimés de tous les pays de s'unir par-delà les frontières et les nationalités pour renverser l'impérialisme et la classe capitaliste qui en est à la tête. Ce combat commence, bien sûr, dans notre propre pays.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'État lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

Les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation
- préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.